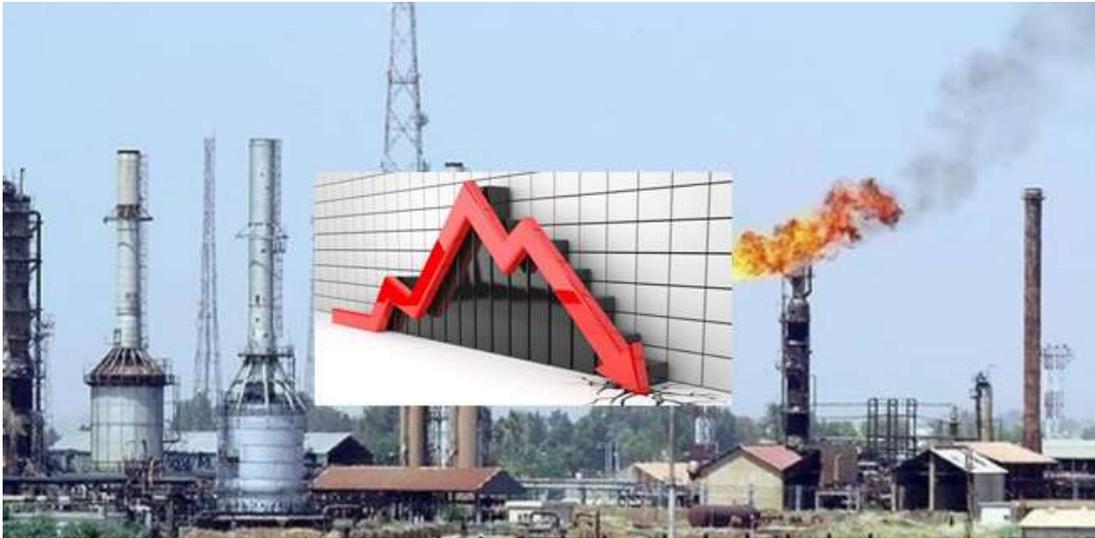


Energie

Une forte majorité de Québécois sont inquiets quant à un éventuel déficit énergétique



La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) présente un sondage à la population, réalisé par l'Institut de sondage Synopsis recherche marketing. Celui-ci met en lumière une méconnaissance de la situation énergétique au Québec ainsi qu'une inquiétude chez 67 % des Québécois vis-à-vis de l'insécurité énergétique. La population croit également que les tarifs d'électricité vont augmenter.

Mené auprès de 1 000 Québécoises et Québécois, le sondage confirme que le dossier énergétique est complexe et que l'information communiquée par Hydro-Québec, qui est passé d'un surplus à un déficit énergétique, ne s'est pas rendue auprès de la population. En effet, 39 % des Québécois pensent que le Québec est encore en situation de surplus, 17 % croient qu'il est en déficit énergétique et 22 % ne savent pas.

Les données de la FCEI expriment une vive inquiétude des Québécois concernant l'impact des investissements massifs d'Hydro-Québec pour combler le déficit énergétique et décarboner l'économie. Même avec les sorties répétées du premier ministre du

Québec sur la limitation de la hausse des tarifs pour les citoyens à 3 %, le sondage de Synopsis fait ressortir que 75 % d'entre eux pensent que les investissements majeurs d'Hydro-Québec augmenteront le prix de l'électricité résidentielle.

« Le Québec est à la veille de manquer d'énergie. Cela est une source de préoccupation importante pour les PME partout au Québec. Qui dit déficit énergétique dit hausse de prix. Les PME québécoises n'ont pas à en payer les frais », commente François Vincent, vice-président pour le Québec de la FCEI.

Le sondage fait ressortir une croissance de l'inquiétude des Québécois sur l'avenir énergétique. En effet, en prenant en compte les investissements nécessaires à la transition énergétique, 56 % d'entre eux prennent conscience des risques potentiels de se retrouver en déficit énergétique. Enfin, les deux tiers de la population (67 %) expriment des inquiétudes quant à un éventuel déficit énergétique.

« Notre étude montre que les Québécois vivent encore dans l'ancien paradigme des surplus énergétiques, mais la mention

de la transition énergétique fait surgir des craintes de déficit énergétiques qui entraîneraient de hausses tarifaires, accentuées par les projets d'investissement massif d'Hydro-Québec pour réaliser cette transition », explique Youri Rivest, Associé chez Synopsis.

La FCEI espère que cette enquête auprès de la population québécoise concernant cet enjeu politique et économique crucial sera reçue positivement par le gouvernement. Actuellement, les PME du Québec sont freinées par la pression sur les coûts, la réduction de la demande et les pénuries de main-d'œuvre. À cela s'ajoute l'inquiétude de la sécurité énergétique et celle de faire les frais des investissements massifs d'Hydro-Québec. Une crainte partagée par les Québécois.

« Il ne faut pas se faire de cachette : la transition énergétique est désirée, mais personne ne veut en payer la note. Le projet de loi 69 comprend certaines bases pour une réforme réussie, mais il reste qu'il faut faire beaucoup plus, notamment en réglant l'interfinancement, en accélérant les mesures pour favoriser l'économie d'énergie et en assurant la diversification des sources énergétiques.

Actuellement, la facture tombe de façon disproportionnée dans la cour des PME. Les dirigeants de PME ne veulent pas continuer de faire les frais des déficits énergétiques et des investissements monstres d'Hydro-Québec. Personne ne sortirait gagnant de mettre tout sur le dos de nos petites entreprises », conclut François Vincent, vice-président pour le Québec à la FCEI.

Méthodologie

Dans le cadre de ce projet, nous avons questionné 1 000 adultes québécois. Période : du 24 au 28 octobre 2024. Les répondants ont été recrutés via des panels en ligne, et l'étude a été menée en ligne. Les entrevues ont été réalisées en français ou en anglais, selon la préférence du répondant. Les données ont été pondérées sur la base de l'âge, du sexe, de la langue maternelle et de la région afin de représenter la population adulte du Québec.

Renseignements

Maud Larivière,

conseillère principale aux relations publiques, FCEI

affaires.publiques@fcei.ca

À propos de la FCEI

La FCEI (Fédération canadienne de l'entreprise indépendante) est le plus grand regroupement de PME au pays, comptant 97 000 membres dans tous les secteurs d'activité et toutes les régions et 21 000 au Québec. Elle vise à augmenter les chances de succès des PME en défendant leurs intérêts auprès des gouvernements, en leur fournissant des ressources personnalisées et en leur offrant des économies exclusives. Visitez fcei.ca pour en savoir plus.